

l'édito

COMBAT INÉGAL

EN AFRIQUE

gérald papy

Il y a une quarantaine d'années, l'Afrique était le champ de bataille emblématique du choc des idéologies capitaliste et communiste. L'Occident et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) s'y livraient une implacable lutte d'influence. Les Etats, du confetti au géant, se rangeaient forcément dans l'un ou l'autre camp. Les soldats cubains y entretenaient le mythe de la révolution mondiale au service de Moscou. Et le maréchal Mobutu était choyé sans états d'âme par ses pairs occidentaux pour son rôle de meilleur rempart contre l'expansionnisme communiste...

Le monde a fondamentalement changé. L'histoire ne se répétera pas. Mais de Bangui à Kinshasa, il y a comme un vent de revanche sur l'Occident du chantre de la grandeur russe retrouvée, Vladimir Poutine. Le stratège a déjà expérimenté ce sursaut diplomatique au Proche-Orient et le pari a réussi au-delà de ses plus ambitieuses espérances. La Russie est devenue un acteur incontournable d'une solution politique aux conflits d'Irak et de Syrie et un interlocuteur écouté de toutes les puissances régionales. Une aide militaire en armes et en instructeurs octroyée il y a six mois à une Centrafrique sur le fil de la guerre civile et la réactivation d'un accord de coopération militaire de 1999 avec la République démocratique du Congo suggèrent que Vladimir Poutine a décidé de pousser plus loin l'avantage de la suprématie acquise sur le front irakosyrien. Il profite en l'occurrence d'un contexte diplomatique favorable marqué par le désengagement européen et le désintérêt américain.

Face au défi du pouvoir politique et économique en devenir de l'Afrique, l'un des plus importants du XXI^e siècle, les démocraties occidentales sont devant un cruel dilemme. Doivent-elles accompagner ce développement les yeux fermés pour s'assurer d'en

récolter une part des dividendes ? Ou conditionner leur soutien au respect de valeurs qu'elles symbolisent au risque d'être supplantées par la Chine et la Russie qui, elles, ne formulent aucune exigence de cet ordre ? La volonté de certains dirigeants africains de s'émanciper définitivement de partenariats qui entretiennent une dépendance néocoloniale est légitime. Le soupçon demeure cependant d'un agenda caché. Quand le chef de l'Etat rwandais et président en exercice de l'Union africaine Paul Kagame affirme que « l'Afrique n'a pas besoin de baby-sitters » dans une interview à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, son souci premier est-il de préserver la souveraineté des Etats ou de soustraire des pouvoirs autoritaires aux pressions pour démocratiser leur régime ?

Le cas du Congo-Kinshasa est d'autant plus sensible que des élections législatives et présidentielles doivent mettre fin, le 23 décembre 2018, au « règne » de Joseph Kabila qui s'est évertué à le prolonger par procrastination. Le timing du réchauffement avec la Russie peut, en regard de cette échéance, susciter des interrogations. Vladimir Poutine sait pourtant que l'aspiration au changement est suffisamment forte au sein de la population congolaise pour se risquer à soutenir une nouvelle manœuvre dilatoire du président congolais. Il parierait plutôt sur l'avenir. Et il n'a sans doute pas tort. Les « amis » occidentaux de Kinshasa, Belgique, France, Etats-Unis, sont plus enclins à jouer leur propre carte que de présenter un front uni face aux échéances politiques du pays. Et la Belgique qui, par son histoire, aurait pu en être l'instigatrice, n'a pas été en mesure de le favoriser. C'est pourtant plus sur la transition démocratique au Congo-Kinshasa que sur une élection attendue comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU que sera jaugé le bilan diplomatique de Didier Reynders et de Charles Michel. ♦